



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
21 décembre 2007  
Français  
Original : anglais

---

### Rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé à Sri Lanka

#### *Résumé*

Établi en application de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité, le présent rapport est soumis au Conseil en tant que rapport actualisé sur les enfants et le conflit armé à Sri Lanka. Il porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2006 au 14 septembre 2007 et décrit la suite donnée par les parties aux recommandations et conclusions formulées par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.

Le rapport rend compte des progrès accomplis dans le cadre de l'action menée en vue de mettre fin à l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par des groupes armés ainsi qu'aux autres violations graves commises contre des enfants à Sri Lanka. On apprend ainsi qu'une légère amélioration a été observée en ce qui concerne la libération des enfants associés aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul et au Tamil Makkal Viduthali Pulikal (TMVP)/faction Karuna, mais que ces deux groupes continuent d'enlever des enfants, de lancer des attaques contre les civils, les écoles et les hôpitaux, et d'entraver le passage des organismes d'aide humanitaire.

Le rapport félicite le Gouvernement d'avoir créé une équipe multidisciplinaire sur les enfants et le conflit armé, et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul d'avoir accepté d'intensifier le dialogue avec l'UNICEF au sujet de la libération des enfants soldats. Dans le rapport, il est demandé aux Tigres tamouls et au TMVP/faction Karuna de mettre un terme aux enlèvements, au recrutement et à l'emploi d'enfants, de libérer tous les enfants qui sont dans leurs rangs, de se soumettre aux procédures transparentes de libération et de vérification qui ont été mises en place, et d'élaborer, en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies, des plans d'action qui soient conformes aux normes internationales. Il est demandé à la commission interdisciplinaire créée par le Gouvernement sri-lankais de présenter dans les plus brefs délais un rapport sur les allégations selon lesquelles les forces de sécurité gouvernementales prêtent leur concours au TMVP/faction Karuna pour le recrutement forcé d'enfants.



## **I. Introduction**

1. Établi à la demande du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, le présent rapport porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2006 au 14 septembre 2007. Il fournit des informations sur le respect des engagements pris et les progrès accomplis pour faire cesser le recrutement et l'utilisation d'enfants et les autres violations graves commises à l'encontre des enfants touchés par le conflit armé à Sri Lanka. Il fait également le point de la suite donnée par les parties au conflit aux recommandations et conclusions formulées par le Groupe de travail le 10 mai 2007 (S/AC.51/2007/9).

2. Le présent rapport décrit l'évolution de la situation concernant les six violations faisant l'objet d'une surveillance et certains faits que l'Équipe spéciale de surveillance et d'information concernant Sri Lanka (« l'Équipe spéciale ») a vérifiés. On s'efforce de renforcer le système de surveillance et d'information sur les violations graves commises contre les enfants dans le contexte du conflit au niveau national et au niveau des districts. Il importe d'appuyer le renforcement des capacités des institutions nationales et des réseaux locaux de la société civile en matière de sensibilisation du public, de protection et de réadaptation des enfants touchés par le conflit armé, en vue d'assurer la viabilité à long terme et l'efficacité des initiatives locales de protection de l'enfance.

## **II. Situation politique, militaire et sociale qui prévalait pendant la période considérée**

3. Dans le nord et l'est de Sri Lanka, la sécurité a continué de se dégrader à mesure que se sont multipliés les affrontements militaires. Dans le nord, les forces de sécurité sri-lankaises et les Tigres tamouls se sont affrontés sur terre et en mer, principalement dans la péninsule de Jaffna; les hostilités se sont intensifiées le long de la Ligne de défense avancée et des échanges de tirs ont eu lieu près de Jaffna. L'aviation sri-lankaise a effectué des frappes aériennes sur les districts de Kilinochchi et de Mullaitivu. Des attaques aériennes, navales et terrestres ont été lancées près de Vahara dans le district de Batticaloa en octobre 2006. Entre octobre 2006 et juin 2007, des tirs d'artillerie ont été échangés pratiquement tous les jours entre l'armée sri-lankaise et les Tigres tamouls, échanges qui ont été particulièrement violents en mars 2007. La faction Karuna a également lancé des attaques contre les Tigres tamouls à Batticaloa.

4. Au cours de la période considérée, l'intensification du conflit a gravement perturbé la vie de la population locale et entraîné l'exode de civils, dont une majorité d'enfants, principalement dans les districts de Batticaloa, de Mullaitivu, de Kilinochchi et de Jaffna. Le nombre de personnes déplacées par le récent conflit a varié pendant toute cette période. En août 2007, on estimait à 180 000 le nombre de personnes déplacées en raison de l'escalade du conflit depuis avril 2006, et à 97 923 le nombre de personnes (30 150 familles) qui seraient rentrées chez elles.

5. En 2007, le recrutement massif de personnes, dont des enfants, par les Tigres tamouls qui, selon un système de quota par famille, exigent que chaque famille mette à leur disposition un de ses membres, a suscité des inquiétudes. Les Tigres tamouls ont également imposé de sévères restrictions à la liberté de mouvement des

civils, leur interdisant de quitter le Vanni<sup>1</sup> sans autorisation. La population du nord et de l'est connaît également de sérieux problèmes d'accès à la nourriture, à l'eau, à l'éducation et à des moyens de subsistance. Dans certains districts, l'existence de zones infestées de mines terrestres de toutes sortes, de munitions non explosées et de restes explosifs de guerre constituait une menace pour la population civile.

6. Dans l'ensemble, la situation est devenue de plus en plus dangereuse pour les observateurs internationaux et les agents humanitaires, ces mines ayant coûté la vie à sept agents humanitaires depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2006, dont des membres de la Croix-Rouge sri-lankaise, du Conseil danois pour les réfugiés et du Groupe de déminage danois. La population civile, en particulier les groupes vulnérables comme les enfants, est de ce fait moins protégée. De plus, la forte politisation dans les médias des questions humanitaires, notamment des questions touchant aux enfants, les échos médiatiques négatifs et, parfois, les déclarations de quelques hauts fonctionnaires sri-lankais s'en prenant à l'ONU, aux organisations non gouvernementales et aux organismes humanitaires, ont compliqué encore les conditions de travail des agents humanitaires, rendu leur tâche difficile et compromis leur sécurité. Les menaces proférées à l'encontre des agents humanitaires, notamment ceux chargés de la protection des enfants et les journalistes qui couvraient les questions humanitaires, par des groupes armés, comme les Tigres tamouls et le Tamil Makkal Viduthali Pulikal (TMVP)/faction Karuna, ont également suscité des inquiétudes.

### III. Violations graves des droits de l'enfant

#### A. Recrutement et utilisation d'enfants par les forces et groupes armés

##### i) Tigres de libération de l'Eelam tamoul

7. Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul sont cités à l'annexe II du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2006/826) et dans tous les rapports antérieurs du Secrétaire général sur cette question comme l'un des groupes armés qui recrutent et emploient des enfants soldats. Entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a enregistré 262 cas de recrutement d'enfants, dont 32 cas de réengagement, par les Tigres tamouls, ce qui représentait une forte baisse par rapport à la période précédente<sup>2</sup>.

8. Comme indiqué au tableau 1 ci-après, entre novembre 2006 et août 2007, c'est en décembre 2006 que l'UNICEF a enregistré le plus grand nombre de cas de recrutement d'enfants (62 cas) dont cinq cas de réengagement. Après décembre 2006, le nombre de cas signalés a diminué. Il convient de noter toutefois que la reprise des hostilités entre les parties a peut-être accru le sentiment de peur au sein de la population et rendu les familles concernées plus circonspectes et moins disposées à signaler le recrutement de leurs enfants. Les tableaux ci-après n'ont

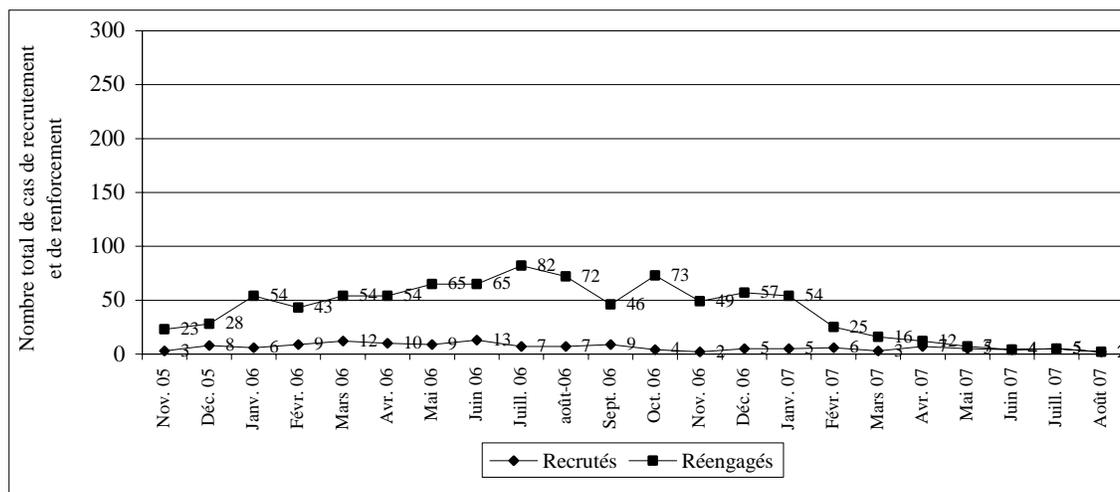
<sup>1</sup> « Le Vanni » désigne Kilinochchi, Mulaitivu et les zones non déminées dans les districts de Mannar et de Vavuniya.

<sup>2</sup> Durant la précédente période de 12 mois, 756 cas de recrutement d'enfants, dont 97 cas de réengagement, avaient été portés à la connaissance de l'UNICEF.

donc qu'une valeur indicative et ne rendent pas compte de tous les cas de recrutement.

Tableau 1

**Recrutement et réengagement d'enfants par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (1<sup>er</sup> novembre 2005-31 août 2007)**



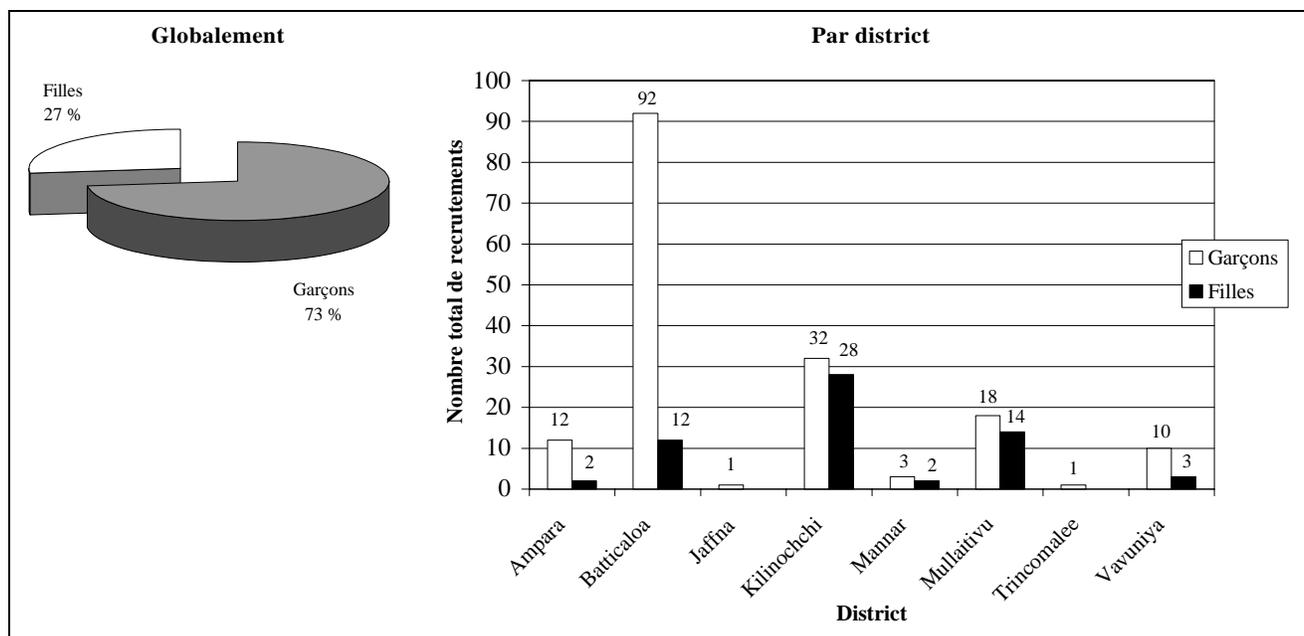
9. Entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007, 41 % (109 enfants) des cas de recrutement d'enfants ont été signalés dans le district de Batticaloa et 27 % (71 enfants) dans le district de Kilinochchi. Parmi les districts du nord et de l'est, c'est le district de Jaffna qui a enregistré le moins de cas de recrutement d'enfants : un enfant a été recruté, un enfant réengagé et un libéré au cours de la période considérée, ce qui représente une forte diminution par rapport à la période précédente de 12 mois<sup>3</sup>. La fermeture de la ligne de défense avancée par les forces de sécurité sri-lankaises depuis le 11 août 2006 et l'instauration de couvre-feux rigoureux à Jaffna y seraient sans doute pour beaucoup.

10. Comme indiqué au tableau 2 ci-après, sur le nombre total d'enfants recrutés, 169 étaient des garçons et 61 des filles.

<sup>3</sup> Entre le 1<sup>er</sup> novembre 2005 et le 31 octobre 2006, 74 cas de recrutement d'enfants avaient été signalés à Jaffna.

Tableau 2

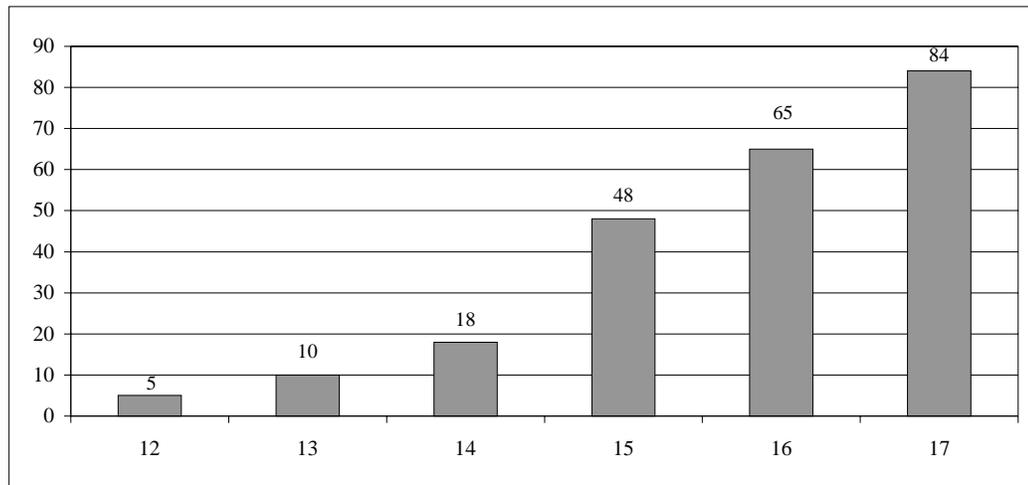
**Ventilation par sexe du recrutement par district, du 1<sup>er</sup> novembre 2006  
au 31 août 2007**



11. Les Tigres tamouls ont indiqué, le 15 octobre 2006, avoir modifié leur politique et porté l'âge minimum de recrutement à 17 ans, ce qui est contraire aux normes juridiques internationales et nationales en vigueur. Devant les injonctions et les pressions constantes de la communauté internationale, les Tigres tamouls ont affirmé, le 15 octobre 2007, vouloir porter à 18 ans l'âge minimum de recrutement. Comme indiqué au tableau 3 ci-après, l'âge moyen des enfants recrutés par les Tigres tamouls est de 15,78 ans<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> D'après les cas signalés à l'UNICEF et les certificats de naissance des enfants, l'âge moyen des mineurs recrutés depuis 2004 est de 16 ans, alors qu'il était de 15 ans en 2002 et 2003 et de 14 ans en 2001.

Tableau 3  
**Ventilation par âge des enfants au moment de leur recrutement  
 par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006  
 et le 31 août 2007**

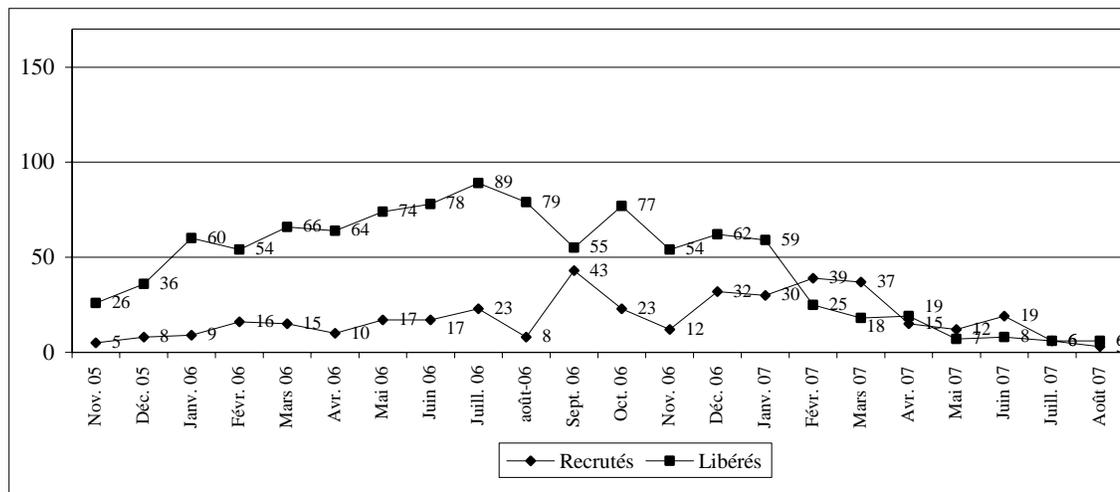


12. Entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007, l'UNICEF a vérifié<sup>5</sup> que 203 enfants avaient été libérés par les Tigres tamouls<sup>6</sup>. C'est le district de Kilinochchi qui a enregistré le plus grand nombre de cas de libération d'enfants, suivi de Mullaitivu et Batticaloa.

<sup>5</sup> Lorsqu'on lui signale qu'un enfant est libéré, s'est enfui ou est rentré chez lui, l'UNICEF se rend au domicile de l'enfant pour vérifier qu'il s'y trouve bien.

<sup>6</sup> Au total, 196 enfants ont été libérés au cours de la période précédente de 12 mois.

Tableau 4  
**Tendances observées dans le nombre de cas signalés et vérifiés de recrutement et de libération d'enfants par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul entre le 1<sup>er</sup> novembre 2005 et le 31 août 2007**



13. Pour la première fois depuis que l'UNICEF avait créé sa base de données sur le recrutement de mineurs en 2002, le nombre d'enfants libérés a dépassé le nombre d'enfants recrutés en février, mars, juin, juillet et août 2007, comme indiqué au tableau 4 ci-dessus. Sur les 6 221 enfants enregistrés dans la base de données de l'UNICEF comme ayant été recrutés depuis 2001, il reste 1 469 cas non réglés, dont 335 enfants n'ayant pas encore atteint 18 ans au 31 août 2007<sup>7</sup>.

14. On a noté une nette réduction du nombre d'enfants « libérés » (31 enfants) par les Tigres tamouls et transférés dans leur centre de formation professionnelle entre décembre 2006 et juin 2007. Au 22 août 2007, il restait au Centre huit enfants auparavant associés aux Tigres tamouls et l'UNICEF organise actuellement leur retour dans leur famille.

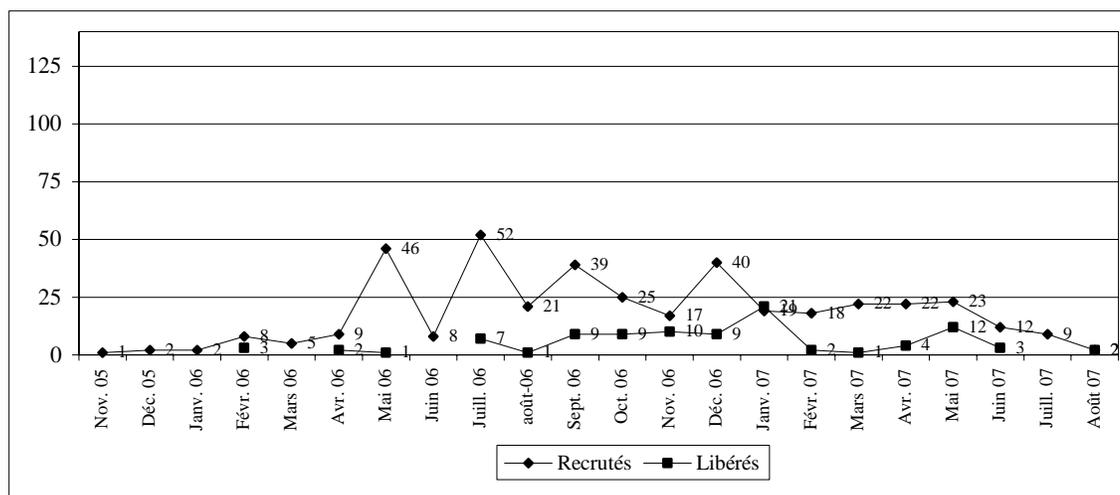
15. Au cours de la période considérée, les restrictions en matière de déplacements imposées par les Tigres tamouls à la population du Vanni, y compris aux enfants âgés de 13 ans et plus, ont suscité des inquiétudes. Pour sortir du Vanni, il fallait obtenir un laissez-passer auprès des Tigres tamouls, entreprise souvent difficile. Les enfants libérés par les Tigres tamouls, surtout ceux qui sont demeurés longtemps dans leurs rangs, sont particulièrement vulnérables car ils ne sont pas munis des documents qui leur permettent de se déplacer en dehors du Vanni, d'où l'impossibilité pour certains d'entre eux de retourner dans leur famille. Il importe au plus haut point que les Tigres tamouls fournissent aux enfants qu'ils libèrent les documents requis pour rentrer chez eux.

<sup>7</sup> La base de données de l'UNICEF sur le recrutement d'enfants contient des données sur les enfants qui avaient moins de 18 ans au moment de leur recrutement. Certains de ces enfants ont depuis atteint l'âge de 18 ans. Toutefois, comme ils ont été victimes de violation de leurs droits au moment de leur recrutement, l'UNICEF les conserve dans sa base de données et s'efforce d'obtenir leur libération.

ii) **Tamil Makkal Viduthali Pulikal (TMVP)/faction Karuna**

16. La faction Karuna est également inscrite sur la liste figurant à l'annexe II du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés. Cette faction a continué de recruter et de réengager des enfants pendant la période considérée, en particulier dans le district de Batticaloa, où ont été enregistrés 78 % des cas de recrutement d'enfants signalés à l'UNICEF. Comme indiqué au tableau 5 ci-après, entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007, 207 cas de recrutement d'enfants, dont 45 cas de réengagement, par le TMVP/faction Karuna ont été signalés à l'UNICEF, ce qui représente une augmentation par rapport à la période précédente de 12 mois<sup>8</sup>. La majorité des cas d'enlèvement d'enfants par le TMVP/faction Karuna ont été enregistrés dans le district de Batticaloa; viennent ensuite le district de l'Ampara, le district de Trincomalee et le district de Polonnaruwa<sup>9</sup>.

Tableau 5  
**Tendances observées dans le nombre de cas signalés et vérifiés de recrutement et de libération d'enfants par la faction Karuna au 31 août 2007**



17. Entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007, 71 enfants ont été libérés par le TMVP/faction Karuna, principalement dans le district de Batticaloa; et 65 autres se seraient enfuis. Si au cours de la période couverte par le présent rapport, le TMVP/faction Karuna avait libéré 23 enfants, ce qui représente une augmentation par rapport à la période précédente de 12 mois, elle avait néanmoins réengagé 10 enfants entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007. Ainsi, le 4 février 2007, elle avait libéré huit garçons en présence de l'UNICEF mais le 12 février 2007, elle en avait réengagé trois qui se trouvent toujours dans ses rangs.

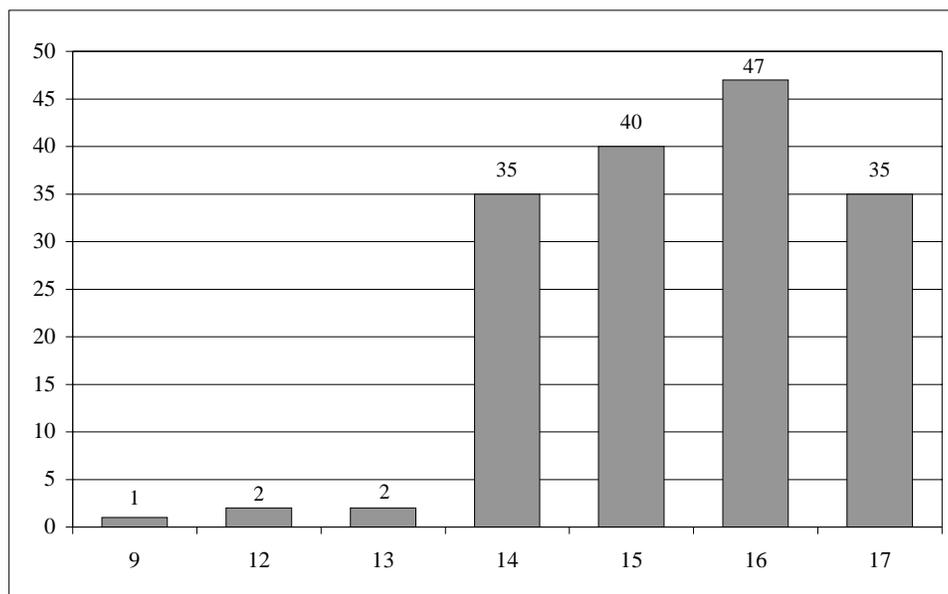
<sup>8</sup> L'UNICEF a été informé que 193 enfants avaient été recrutés par la faction Karuna et que 18 d'entre eux avaient été réengagés durant la période précédente de 12 mois, qui allait du 1<sup>er</sup> novembre 2005 au 31 octobre 2006.

<sup>9</sup> Cent soixante-deux enfants avaient été recrutés dans le district de Batticaloa; 27 dans le district de l'Ampara; 11 dans le district de Trincomalee et 7 dans le district de Polonnaruwa.

18. Sur les 385 cas de recrutement d'enfants par la faction Karuna qui sont enregistrés dans la base de données de l'UNICEF, 214 cas, dont 160 concernent des enfants de moins de 18 ans, demeurent non réglés au 31 août 2007. La moyenne d'âge des enfants recrutés durant la période considérée est de 16 ans environ. À ce jour, ni l'aile politique ni l'aile militaire de la faction n'a mis en place une procédure de vérification de l'âge. À l'exception d'une fille, tous les autres enfants recrutés étaient des garçons.

Tableau 6

**Ventilation par âge des enfants au moment de leur recrutement par la faction Karuna, entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007**



19. On observe une autre tendance inquiétante, à savoir le versement d'une rémunération mensuelle à certains des enfants recrutés par le TMVP/faction Karuna une fois leur entraînement militaire achevé. Cette pratique peut conduire certaines familles pauvres à ne pas signaler le recrutement de leurs enfants mineurs. L'UNICEF a appris que cette rémunération mensuelle peut aller de 6 000 à 12 000 roupies (environ 60 à 120 dollars des États-Unis). Rien que dans le district de Batticaloa, l'UNICEF a enregistré 36 cas d'enfants recrutés qui touchent une telle rémunération.

20. Le fait que des enfants auparavant associés aux Tigres tamouls soient pris pour cible par le TMVP/faction Karuna dans l'est du Sri Lanka est un autre motif de préoccupation. Les familles dont les enfants ont été libérés par les Tigres tamouls sont tenues de se présenter avec leurs enfants dans les bureaux du Tamil Makkal Viduthali Pulikal (TMVP). L'UNICEF a appris qu'à plusieurs reprises, le TMVP a refusé de libérer ces enfants sous prétexte d'enquêtes. Dans plusieurs cas, les enfants ont fini par être réengagés par la faction Karuna. Il incombe aux autorités gouvernementales, qui ont repris le contrôle de l'est du pays, d'assurer la prise en

charge et la protection des enfants libérés par les Tigres tamouls et de veiller à leur sécurité.

## **B. Enlèvements**

21. Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2007, la Commission sri-lankaise des droits de l'homme a reçu 83 plaintes faisant état d'enlèvements d'enfants<sup>10</sup>, la plupart des cas signalés s'étant produits à Batticaloa, suivi de Vavuniya, Trincomalee et Kalmunai, Ampara et Jaffna. Trente et un des enlèvements seraient l'œuvre de la faction Karuna, 7 des Tigres de libération de l'Eelam tamoul, l'identité des ravisseurs des 45 autres enfants étant inconnue. Les victimes de ces enlèvements seraient âgées de 8 à 17 ans, 17 ans correspondant à l'âge de la vaste majorité d'entre elles. Au moment de l'établissement du rapport, 68 des 83 plaintes recueillies par la Commission des droits de l'homme attendaient l'ouverture d'une enquête ou l'indication d'une piste.

22. La plupart des enfants étaient enlevés dans le cadre d'activités de recrutement qui étaient concentrées surtout sur les districts de Jaffna, Batticaloa et Ampara. Le 18 décembre 2006, 22 élèves, âgés de 15 et 16 ans, ont été enlevés par les Tigres tamouls pour les enrôler, alors qu'ils suivaient un cours de travaux dirigés à Ampara. Grâce à l'intervention de l'UNICEF auprès des Tigres tamouls, tous les enfants ont été libérés en l'espace de deux jours. Deux garçons qui auraient été détenus par les forces de sécurité gouvernementales sri-lankaises les 22 décembre 2006 et 18 mars 2007 ont par la suite été portés disparus.

23. L'enlèvement et le recrutement d'enfants par le TMVP/faction Karuna se sont poursuivis dans les rues, temples, maisons et camps de personnes déplacées dans l'est, essentiellement dans des zones tenues par le Gouvernement, de même qu'à proximité des bureaux et des postes de contrôle des forces de sécurité sri-lankaises. Tous les cas d'enlèvement imputés au TMVP/faction Karuna étaient en fait des recrutements forcés, qui étaient parfois exécutés par des hommes armés se réclamant de cette faction.

## **C. Cas de meurtre et de mutilation**

24. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2006, 45 cas d'enfants tués et 77 cas d'enfants mutilés en raison du conflit ont pu être établis avec certitude, plus de la moitié d'entre eux s'étant produits à Batticaloa, puis dans les districts de Mannar et de Jaffna.

25. Onze des 45 cas confirmés (25 %) d'enfants tués en raison du conflit ont été répertoriés dans la base de données de l'UNICEF sur le recrutement de mineurs, sous la rubrique des enfants enrôlés par des groupes armés<sup>11</sup>. Quatre des enfants mutilés au cours de la période considérée y figurent également comme recrutés d'un

<sup>10</sup> Il conviendrait de noter que certains de ces cas ont pu également être portés à la connaissance de l'UNICEF et consignés dans la base de données sur le recrutement des mineurs. L'enlèvement et l'enrôlement d'un enfant constituent deux violations distinctes. Des recoupements n'ayant pas été effectués entre la base de données de l'UNICEF où sont recensés les cas d'enrôlement de mineurs et la liste des cas d'enlèvement d'enfants établie par la Commission des droits de l'homme, il se peut donc que certains enfants figurent sur les fichiers dressés par les deux organismes.

<sup>11</sup> Dont neuf enfants enrôlés par les Tigres tamouls et deux par la faction Karuna.

groupe armé<sup>12</sup>. On peut citer notamment la mort d'un garçon de 17 ans enrôlé par la faction Karuna, lors d'une attaque à la mine Claymore que les Tigres tamouls auraient perpétrée à Batticaloa le 29 décembre 2006. Le 11 mars 2007, un garçon de 15 ans recruté par les Tigres tamouls a été tué à Batticaloa lors d'un accrochage entre des éléments de l'armée sri-lankaise et des Tigres tamouls. Le 12 mars 2007, deux garçons de 17 ans, conscrits par les Tigres tamouls, ont été tués par balles lors de combats entre des éléments de l'armée sri-lankaise et des Tigres tamouls à Batticaloa.

26. Il a été confirmé que 17 enfants ont été tués et 52 mutilés à la suite de bombardements aériens et de tirs d'artillerie au cours de la période considérée. Le 2 janvier 2007, un bombardement aérien de l'aviation sri-lankaise a tué sept enfants (4 garçons et 3 filles) et en a blessé huit autres (5 garçons et 3 filles) à Padahuthurai, village de personnes déplacées situé à proximité de Mannar. Tous, sauf un, avaient moins de 10 ans. Le 11 juillet 2007, un garçon de 16 ans a été tué et un autre de 15 ans, mutilé à la suite d'un bombardement aérien de l'aviation sri-lankaise à Mullaitivu. Le 29 mars 2007, quatre enfants (âgés de 1 à 16 ans), ont été tués et quatre autres (âgés de 5 à 16 ans), mutilés lors du pilonnage de Batticaloa. On ignore jusqu'ici l'identité de l'auteur; les forces de sécurité sri-lankaises et les Tigres tamouls se rejettent mutuellement la responsabilité de cet acte.

27. Les enfants figuraient également parmi les victimes de l'emploi aveugle de mines Claymore et autres engins explosifs, qui en ont notamment tué huit et mutilé 20 au cours de la période considérée. Des enfants ont aussi été victimes d'une série d'attaques à la mine dirigées contre des autocars. Le 2 avril 2007, trois enfants (de 4, 6 et 17 ans) ont été tués et quatre autres (de 1, 3, 11 et 17 ans), mutilés lors d'une explosion d'autocar à un poste de contrôle militaire de l'équipe spéciale du Gouvernement sri-lankais à Ampara, dont la responsabilité a été attribuée aux Tigres tamouls. Le 7 avril 2007, un garçon de 15 ans a été tué et quatre enfants ont été blessés lorsqu'un autobus transportant des civils a sauté sur une mine Claymore à Vavuniya. L'identité de l'auteur reste inconnue, et les forces de sécurité sri-lankaises et les Tigres tamouls se rejettent mutuellement la responsabilité de cet acte.

## **D. Attaques dirigées contre des écoles et des hôpitaux**

### **1. Attaques contre des écoles**

28. Les attaques dirigées par les parties au conflit contre des établissements scolaires ont nui à l'éducation des enfants de maintes façons. Les autorités chargées de l'enseignement<sup>13</sup> ont dénombré, pendant toute la période du conflit, 261 établissements scolaires endommagés ou détruits à des degrés divers. Bien que l'ampleur des dégâts aille de dommages légers à la destruction totale, tout dégât matériel subi par les écoles se répercute sur l'éducation des enfants.

29. Au cours de la période considérée, six attaques d'écoles ont été confirmées dont celles décrites ci-après :

<sup>12</sup> Dont deux enfants enrôlés par les Tigres tamouls et deux par la faction Karuna.

<sup>13</sup> Données recueillies en août 2007 auprès des services de l'éducation des districts de Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Vavuniya, Mannar, Trincomalee et Batticaloa.

- Le 8 novembre 2006, un tir d'artillerie de l'armée sri-lankaise a frappé un camp de personnes déplacées situé dans l'école de Kathiraveli Vickneswara Vidyalayam à Vaharai (Batticaloa), faisant au moins 26 morts parmi les civils (dont deux enfants) et en blessant au moins 69 autres (dont 21 enfants de moins de 15 ans). Le nombre total d'enfants tués et blessés n'a pu être déterminé en raison des difficultés d'accès. Les bâtiments scolaires ont été gravement endommagés;
- Le 7 décembre 2006, lors du pilonnage de l'école Kallar Somdevi de Trincomalee par les Tigres tamouls, un enseignant a été tué et 15 personnes, dont 5 enfants âgés de 6 à 15 ans, ont été blessés;
- Le 19 mars, un bombardement aérien de l'armée sri-lankaise a blessé un enseignant et deux élèves (de 11 et 16 ans) à Vadamaradchy Est (Jaffna), ce qui a conduit à déplacer l'école Chundikulam Vidyalayam. Sept cent quatre-vingts élèves ont souffert de l'attaque, cette école abritant des élèves déplacés venus de trois écoles qui avaient été elles-mêmes victimes d'incidents liés au conflit. L'attaque, en accentuant la peur des parents d'envoyer leurs enfants à l'école, a perturbé le rythme normal des cours et empêché les enfants de suivre le programme établi;
- Le 4 juillet 2007, des tirs d'artillerie de l'armée sri-lankaise ont endommagé l'école de Palayavadi dans le nord de Vavuniya, entraînant sa fermeture temporaire pendant deux semaines, contraignant 42 élèves à se déplacer et à manquer deux semaines de cours et causant des dégâts dans les salles de classe et la destruction d'outils pédagogiques.

30. De surcroît, un nombre restreint mais important d'écoles du district de Jaffna ont été investies par le personnel armé civil et militaire des forces de sécurité sri-lankaises. Le bureau du proviseur du lycée central de Jaffna aurait été aménagé en poste de police et deux établissements scolaires de Pointe Pedro (Jaffna) auraient été occupés par l'armée sri-lankaise. Les enfants de Jaffna ont également souffert des perquisitions effectuées dans les écoles par l'armée sri-lankaise, comme ce fut le cas le 27 février 2007, lorsqu'elles ont perturbé le déroulement des cours pendant toute une journée, parce que deux personnes associées aux Tigres tamouls auraient lancé une grenade et tiré sur des éléments de l'armée sri-lankaise avant de fuir en s'engouffrant dans l'école.

31. Au plus fort du conflit à Batticaloa, en avril 2007, 105 écoles ont été fermées pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois en raison des bombardements incessants, de l'occupation des écoles par des familles déplacées et de la proximité des écoles de base d'artillerie, ce dont ont pâti plus de 30 000 enfants. Trente-huit de ces 105 écoles ont été fermées temporairement parce qu'elles étaient occupées par des familles déplacées en janvier et février 2007, puis en avril et mai 2007, empêchant les enfants d'aller en classe et retardant la rentrée scolaire de 2007 dans 29 établissements pendant un mois. Le fonctionnement de nombreuses écoles d'Ampara, de Mannar, de Trincomalee, de Kilinochchi et de Mullaitivu, a également été perturbé par le fait qu'elles abritaient des familles déplacées depuis novembre 2006.

32. Les multiples déplacements d'élèves, d'enseignants et de communautés du district du Vanni et des districts de l'est ont eux aussi perturbé le rythme scolaire des enfants. Les enfants déplacés de Trincomalee, Vaharai et Batticaloa ont perdu

jusqu'à deux trimestres de l'année scolaire 2006. Les absences prolongées, de même que les perturbations causées dans ces écoles par les réinstallations ont amené davantage d'élèves à abandonner leurs études et empêché un grand nombre d'obtenir de bons résultats aux examens. La peur des bombardements de l'aviation sri-lankaise est venue réduire encore l'assiduité des enfants du district du Vanni. Le pilonnage de Vaharai en novembre et décembre 2006 par l'armée sri-lankaise a également empêché les enseignants de se rendre dans leurs écoles. C'est ainsi, qu'au début du mois de novembre 2006, un autocar qui transportait des enseignants de Batticaloa à Vaharai a été touché par des tirs d'artillerie sur le principal axe routier. Craignant de nouvelles attaques, ces enseignants ne sont pas retournés à Vaharai pendant plusieurs semaines. Par ailleurs, la sécurité d'accès et les retards aux postes de contrôle des zones de haute sécurité et des zones non déminées des districts d'Ampara, de Batticaloa, de Trincomalee et de Jaffna ont été à l'origine de l'absentéisme des enseignants et des élèves et du raccourcissement de la journée d'école. En outre, les établissements situés à proximité de camps militaires à Jaffna sont tenus de fournir, chaque jour, la liste de tous les élèves présents.

## **2. Attaques contre les hôpitaux**

33. Au cours de la période considérée, trois attaques d'hôpitaux ont été confirmées. Un centre de santé de Gramodaya à Vaharai (Batticaloa) a été endommagé par des tirs d'artillerie de l'armée sri-lankaise le 18 octobre 2006 et utilisé par celle-ci, de janvier jusqu'à la fin juillet 2007. De plus, les équipes spéciales du Gouvernement sri-lankais occupent le service de maternité et la salle de garde d'un hôpital de Batticaloa depuis juillet 2007, réduisant ainsi la possibilité pour les mères de recevoir des soins. Le 14 juillet 2007, un bombardement d'artillerie a endommagé la maternité et les services de consultations externes d'un hôpital dans le nord de Vavuniya. Le transformateur qui alimentait l'hôpital en électricité a été très gravement endommagé et ne fonctionne plus. Le personnel hospitalier a peur de venir au travail en raison des bombardements incessants, tant et si bien que, depuis l'attaque, l'hôpital tourne au ralenti. D'autres attaques d'hôpitaux, au cours desquelles du matériel médical aurait été endommagé, utilisé et saccagé, ont été signalées, notamment à Batticaloa et Trincomalee, encore que ces incidents restent à vérifier.

## **E. Violences sexuelles graves**

34. Aucun viol ni sévice sexuel grave contre des enfants n'a été signalé.

## **F. Refus d'autoriser l'accès du personnel humanitaire aux enfants**

35. Au cours de la période considérée, les actions de toutes les parties au conflit ont continué à avoir de graves répercussions sur les opérations des organismes d'aide humanitaire et sur l'acheminement des secours, en particulier aux groupes les plus vulnérables comme les enfants, dans tout le nord et l'est du Sri-Lanka.

36. À Batticaloa et Trincomalee, l'acheminement de l'aide humanitaire a continué d'être soumis à des restrictions. Conséquence directe des restrictions imposées par les Tigres tamouls à la liberté de mouvement des civils, une fille de 13 ans s'est

retrouvée parmi les six personnes déplacées tuées lorsque le bateau qui les transportait a chaviré alors qu'elles tentaient de s'enfuir de Vaharai (Batticaloa) le 15 décembre 2006. À l'exception d'un convoi humanitaire qu'elles ont laissé passer, les forces de sécurité sri-lankaises ont refusé aux organismes d'aide humanitaire, y compris à l'ONU, l'accès à Vaharai, en novembre et décembre 2006, après d'intenses opérations militaires dans des zones contrôlées par les Tigres tamouls<sup>14</sup>. De graves pénuries de vivres et de fournitures médicales ont été signalées à Vaharai. Il était devenu surtout très difficile d'accéder à la partie nord de Vaharai et à Vallevelly, Paddipalai et Vavunatheevu dans le sud-ouest de Batticaloa.

37. Le fait que la ligne de défense avancée à Muhumalai demeure fermée depuis le 11 août 2006 a continué d'entraver l'acheminement des produits de première nécessité (vivres, fournitures humanitaires, matériaux de construction, produits agricoles, etc.) à Jaffna. Seuls des services de liaison aérienne et maritime restreints permettaient toujours d'avoir accès à la péninsule, grâce à des navires affrétés par le Commissaire général chargé des services essentiels (Commissioner General of Essential Services) et le secteur privé. Il y aurait de graves pénuries de vivres depuis plusieurs mois et la malnutrition menacerait surtout les jeunes enfants. Les services de transport se sont améliorés au cours de la seconde moitié de la période considérée, notamment depuis juin 2007, ce qui a eu pour effet d'accroître les disponibilités alimentaires et autres. Les prix restent toutefois élevés tandis que les capacités de production alimentaire et le pouvoir d'achat de la population demeurent faibles, notamment parce que les moyens de subsistance et d'accès aux marchés sont limités. Une grande partie de la population est toujours tributaire de l'aide alimentaire.

38. L'aide humanitaire dans le district de Vanni a continué d'être entravée par les restrictions frappant le transport, notamment de carburant, de matériaux de construction d'abris, de groupes électrogènes pour la chaîne du froid, de fournitures médicales et de matériaux de construction au-delà de la ligne de défense avancée à Omanthai. Les organismes d'aide humanitaire ont continué à faire état de retards considérables dans l'octroi par le Ministère de la défense des autorisations nécessaires à l'acheminement des articles dont ils avaient besoin pour mener à bien certains projets, notamment de construction d'abris. À la suite de la publication d'une directive par l'armée sri-lankaise, à la mi-avril, tous les véhicules, y compris ceux de l'ONU, ont été soumis à des fouilles minutieuses à la ligne de défense avancée (déchargement de tous les véhicules, fouilles corporelles du personnel recruté sur les plans international et national), qui ont souvent causé des retards de plusieurs heures aux postes de contrôle.

39. La ligne de défense avancée d'Omanthai a été hermétiquement fermée pendant près de deux semaines en mai 2007, à la suite d'intenses combats. Les restrictions d'accès ont occasionné la mort de deux enfants (une petite fille qui venait de naître et qui avait besoin de soins pédiatriques d'urgence; et une petite fille de 2 ans morte d'une insuffisance rénale aiguë) à l'hôpital de Kilinochchi les 26 et 30 mai 2007. L'armée sri-lankaise avait refusé d'autoriser l'ouverture de la ligne de défense avancée pour qu'elles puissent être évacuées par ambulance à l'hôpital de Vavuniya pour y être traitées par un spécialiste.

---

<sup>14</sup> L'armée sri-lankaise s'était officiellement emparée de la zone le 29 janvier 2007.

40. La crainte d'un enrôlement forcé par les Tigres tamouls a entamé la volonté d'un bon nombre d'agents d'organisations non gouvernementales nationales et internationales de travailler dans le Vanni. Les Tigres tamouls avaient aussi tenté d'enrôler des agents locaux des Nations Unies mais l'ONU les en avait dissuadés<sup>15</sup>. Par ailleurs, ils ont également demandé au personnel humanitaire de leur verser une contribution financière ou de travailler bénévolement pour eux. Un système élaboré de cartes d'accès inauguré en janvier 2007 est venu entraver encore la liberté de mouvement des agents humanitaires, notamment de l'ONU, des organisations non gouvernementales internationales et nationales. Pour obtenir la permission de quitter le Vanni, il faut remplir un certain nombre de conditions précises, notamment y laisser un membre de sa famille.

41. La présence accrue de groupes armés, notamment du TMVP/faction Karuna, dans les camps de personnes déplacées à Batticaloa a eu pour effet de poser des problèmes de sécurité aux agents humanitaires. Divers organismes internationaux ont reçu des menaces directes du TMVP/faction Karuna, qui a également participé au pillage de camps de personnes déplacées et au vol d'abris et d'autres matériaux de secours dans les entrepôts de l'ONU, agissements qui ont nui aux enfants vulnérables et à leur famille.

42. Un comité consultatif chargé de l'acheminement de l'aide humanitaire composé d'organismes des Nations Unies, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de représentants de l'Union européenne a été précédemment établi sous l'égide du Ministère de la gestion des catastrophes et des droits de l'homme pour résoudre des problèmes de ravitaillement en carburant, vivres, médicaments et produits de première nécessité et pour faire face aux difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités. Le Comité consultatif s'est révélé être un mécanisme utile permettant de poser les problèmes et d'assurer le suivi et le respect par le Gouvernement sri-lankais de ses engagements. On a toutefois constaté que les engagements pris au sein du Comité consultatif mettaient souvent beaucoup de temps à se concrétiser sur le terrain.

#### **IV. Dialogue et plans d'action visant à mettre un terme aux violations des droits de l'enfant**

##### **A. Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE)**

43. Au cours de la rencontre du Conseiller spécial avec mon Représentant spécial pour les enfants et les conflits armés, l'Ambassadeur Rock, en novembre 2006, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul ont accepté d'intensifier le dialogue avec l'UNICEF à propos de la libération des enfants qui combattent encore dans leurs rangs. Les Tigres tamouls ont officiellement désigné leur propre « Office de protection de l'enfance » comme interlocuteur pour débattre des questions relatives au recrutement d'enfants sur la base de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité. Les activités de plaidoyer auprès des Tigres tamouls ont été menées essentiellement par l'intermédiaire de cet office à Kilinochchi.

<sup>15</sup> C'est ainsi que le 5 juin 2007, les Tigres tamouls ont tenté d'enrôler deux fonctionnaires de l'ONU à Mullaitivu; leur enrôlement a pu être évité grâce à l'intervention d'agents de la sécurité de l'ONU.

44. En décembre 2006, l'UNICEF et l'Office de protection de l'enfance ont lancé une série de réunions mensuelles pour examiner les problèmes qui se posent, discuter du fait que les recrutements d'enfants par les Tigres tamouls se poursuivent, et s'entendre sur les procédures à suivre pour la libération de ces enfants. En outre, l'UNICEF a continué de rencontrer l'Office sur une base hebdomadaire à Kilinochchi pour traiter les sujets de préoccupation nécessitant une attention immédiate, notamment la liste des enfants nouvellement recrutés et les cas justifiant une protection spéciale, et pour fournir un retour d'information concernant la vérification de la liste établie par les Tigres tamouls.

45. Le dialogue a été particulièrement difficile, les Tigres tamouls exigeant que seuls les enfants nés après le 1<sup>er</sup> janvier 1990 (ayant 17 ans révolus) soient démobilisables, en violation des normes juridiques internationales et nationales, qui fixent à 18 ans l'âge minimum pour le recrutement. Il avait d'abord été question de fixer à 17 ans l'âge minimum pour le recrutement par les Tigres tamouls, comme l'atteste un document datant d'octobre 2006. En mai 2007, les Tigres tamouls ont confirmé leur intention de fixer à 17 ans l'âge minimum de recrutement en diffusant une annonce sur la station de radio « Voice of Tiger » et sur la radio locale, demandant à tous les parents dont les enfants étaient nés après le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et qui croyaient que leurs enfants combattaient dans les rangs des Tigres tamouls de signaler leur cas à l'Office de protection de l'enfance. Le 15 octobre 2007, les Tigres tamouls ont modifié leur position officielle et se sont engagés à ne pas recruter de jeunes gens de moins de 18 ans.

46. Les échanges ont également été rendus difficiles par les distinctions géographiques établies par les Tigres tamouls pour le processus de libération des enfants dans la zone est du pays, faute de coordination et de communication avec les chefs militaires des Tigres tamouls de cette zone à mesure que les forces de sécurité sri-lankaises étendaient leur contrôle sur les districts de l'est. Tout en indiquant ne pas méconnaître la diversité des situations prévalant dans les différentes zones du pays, l'UNICEF a rappelé que les Tigres tamouls se devaient de démobiliser les enfants qu'ils avaient enrôlés, quel que soit le degré de sécurité propre à chaque secteur.

47. Malgré les nombreuses difficultés, ces échanges ont permis d'obtenir les résultats suivants :

- Les Tigres tamouls ont fourni une liste de 227 enfants qu'ils prétendent avoir « libérés » pendant la période considérée, dont 31 qui, selon certaines informations, auraient été transférés au Centre d'apprentissage et de formation professionnelle, et 196 autres qui auraient été rendus à leurs parents. En conséquence, l'UNICEF a décidé de vérifier si les enfants figurant sur la liste des Tigres tamouls avaient été libérés. Il a été constaté que sur les 227 enfants, 116 avaient été remis à leurs parents. Pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et le 31 août 2007, la base de données de l'UNICEF indiquait, sur la base des vérifications que le Fonds avait effectuées, que 203 enfants au total avaient été libérés par les Tigres tamouls;
- L'UNICEF fournit chaque semaine à l'Office de protection de l'enfance une liste des enfants nouvellement recrutés, son intention étant d'accélérer la libération de ces enfants;

- En juin et juillet 2007, ainsi qu'il avait été convenu avec l'Office de protection de l'enfance, l'UNICEF a procédé à une vaste opération de vérification portant sur 515 enfants de moins de 18 ans qui, selon la base de données de l'UNICEF, étaient des « cas non résolus » ou des enfants se trouvant toujours dans les rangs des Tigres tamouls, son objectif étant de déterminer avec certitude la situation de ces enfants. Sur ces 515 enfants, il a été confirmé que 305 combattent toujours dans les rangs des Tigres tamouls; il a été établi que 96 enfants se trouvaient à leur domicile après avoir été libérés ou après avoir déserté les rangs des Tigres tamouls; et que neuf sont décédés. Il n'a pas été possible de vérifier la situation de 105 autres enfants en raison des restrictions liées à la sécurité, aux déplacements ou à l'insuffisance des informations fournies pour prendre contact avec eux.

48. L'Équipe spéciale (des Nations Unies) a engagé un dialogue avec les Tigres tamouls concernant l'élaboration d'un plan d'action visant à répondre aux préoccupations exprimées par le Secrétaire général et le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Le 15 octobre 2007, les Tigres tamouls ont signé un « plan d'action » qui porte à 18 ans l'âge minimum de recrutement et par lequel ils se sont engagés à libérer, d'ici au 31 décembre 2007, quiconque aurait moins de 18 ans. Dans ce « plan d'action », ils se sont aussi clairement engagés à respecter la neutralité et la sécurité des écoles, des hôpitaux et des lieux du culte en tant que « zones de sécurité » et à permettre au personnel humanitaire d'accéder librement et en toute sécurité aux zones touchées par le conflit de manière que les approvisionnements et services humanitaires puissent atteindre les communautés vulnérables. Cependant, sous maints rapports, ce « plan d'action » ne répond pas encore aux normes minimales, notamment la liberté d'accès de l'Équipe des Nations Unies pour la surveillance et l'information, l'établissement de principes et d'un calendrier de libération des enfants, la responsabilisation et la prévention des re-recrutements.

## **B. Le TMVP (faction Karuna)**

49. L'Équipe spéciale (des Nations Unies) a également tenté d'engager le dialogue avec le TMVP en vue de l'établissement d'un plan d'action qui réponde aux préoccupations exprimées par le Secrétaire général et le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Malgré d'incessantes activités de plaidoyer, peu de progrès ont été réalisés du côté du TMVP. Le 27 avril 2007, dans un communiqué de presse, l'UNICEF s'est dit préoccupé par le fait que le TMVP/faction Karuna n'honorait pas les engagements qu'elle avait pris auprès de son Représentant spécial.

50. Les contacts avec le TMVP et la faction Karuna sont devenus moins fréquents à la suite d'une scission au sein de l'aile militaire. Il semblerait qu'un groupe dissident sous la direction du commandant Pillayan se soit déplacé avec des officiers supérieurs de la base de Batticaloa à Trincomalee. Mais le Chef politique de Trincomalee a nié que ce groupe ait fait scission. Malgré ces réunions, un manque de cohérence a été observé en ce qui concerne aussi bien la fréquence des réunions que les mesures prises en violation des engagements pris. En janvier 2007, le TMVP et la faction Karuna ont publié des « règles » qui interdisent à leurs propres cadres de recruter des enfants. L'UNICEF a été informé que ces règles ont été distribuées à

tous les chefs militaires et que ceux-ci ont été prévenus que des mesures disciplinaires seraient prises à l'égard des contrevenants.

51. L'UNICEF a étudié la possibilité de coopérer avec le TMVP et la faction Karuna sur la question de la formation aux droits des enfants. Cependant, on a estimé que la faction devait d'abord démontrer sa volonté de cesser de recruter des enfants et de libérer ceux qu'elle avait recrutés. L'UNICEF a dispensé aux cadres moyens du TMVP/faction Karuna une formation pour les sensibiliser aux normes internationales concernant le recrutement d'enfants, et programmé un second cycle de formation à l'intention des cadres supérieurs.

52. En dépit des premiers contacts pris au sujet d'un plan d'action, le TMVP et la faction Karuna ont fait preuve de mauvaise foi à plusieurs occasions, notamment lorsqu'ils ont conduit les représentants des Nations Unies à un faux camp d'entraînement à Batticaloa lorsque des enfants ont été réengagés quelques jours après avoir été libérés en présence de l'UNICEF. En septembre 2007, la faction Karuna ne s'était pas montrée fermement déterminée à cesser les recrutements d'enfants et n'avait pas non plus libéré tous les enfants qu'elle avait recrutés. En fait, elle avait continué d'enlever et de recruter des enfants pendant toute la période considérée.

53. Un autre motif de préoccupation concerne l'ouverture d'au moins 15 bureaux politiques du TMVP à Batticaloa et de cinq autres à Ampara, où l'on voit régulièrement des enfants en armes. La faction Karuna aurait aussi tenu des réunions dans des villages en vue d'identifier ceux qui étaient associés aux Tigres tamouls. Dans d'autres cas, la faction Karuna aurait effectué des rafles, y compris des rafles d'enfants, dans des villages et « arrêté » ceux qu'elle soupçonnait de faire partie des Tigres tamouls ou de leurs sympathisants. L'UNICEF a cherché à obtenir la libération des enfants, faisant valoir que seules les forces de sécurité sri-lankaises étaient habilitées à procéder à des arrestations. La faction Karuna a répondu qu'elle avait bien « arrêté » les personnes en question et qu'elle les libérerait ou remettrait tout « suspect » à la police sri-lankaise.

### **C. Le Gouvernement sri-lankais**

54. En avril 2007, le Gouvernement sri-lankais a créé une Équipe spéciale multidisciplinaire sur les enfants et le conflit armé. Cette équipe spéciale est présidée par le Secrétaire du Ministère du développement de l'enfance et de l'autonomisation des femmes et comprend des représentants des Ministères de la justice, de l'éducation, de la défense, des médias, ainsi que de l'Office national de protection de l'enfance, de la Commission sri-lankaise des droits de l'homme, du Département des mises à l'épreuve et des services de protection de l'enfance et de l'UNICEF. L'équipe spéciale créée par le Gouvernement sri-lankais a examiné un certain nombre de questions, notamment l'harmonisation de la législation nationale avec la Convention relative aux droits de l'enfant et son protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés; l'éducation en tant qu'instrument de prévention du recrutement d'enfants; la promotion de l'enregistrement des naissances; la protection, la réadaptation et la réinsertion d'enfants anciennement associés à des groupes armés; l'élaboration d'une réponse efficace aux allégations avancées contre les forces de sécurité; et l'application plus rigoureuse de la législation relative aux violations des droits de l'enfant.

55. L'équipe spéciale du Gouvernement sri-lankais envisage d'établir un plan de travail comme suite aux conclusions et recommandations du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés relatives à Sri Lanka. Des propositions ont été élaborées en vue d'élargir le mandat de la Commission sri-lankaise des droits de l'homme de sorte que la question des violations des droits de l'enfant relève désormais de la compétence de ses bureaux situés dans les zones touchées par le conflit et en vue d'assurer la réadaptation et la réinsertion des anciens soldats. Des efforts sont faits pour trouver les ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre mais pour l'instant ils n'ont guère porté leurs fruits, les donateurs hésitant à soutenir la Commission sri-lankaise des droits de l'homme en raison de leurs doutes quant à son indépendance. En outre, des plans sont en cours en vue de rendre les coordonnateurs de l'Office national de protection de l'enfance et des comités de district pour le développement de l'enfance dans les zones touchées par le conflit mieux à même de contribuer au suivi et à la notification des violations et d'appuyer toute initiative visant à réduire l'impunité.

56. Au moment de la rédaction du présent rapport, il n'y avait aucun élément nouveau concernant l'enquête menée par le Gouvernement sri-lankais sur les plaintes faisant état d'enlèvements d'enfants. Cependant, le secrétariat pour la coordination du processus de paix a demandé récemment que certains incidents lui soient signalés aux fins d'enquête. L'UNICEF a effectué des démarches oralement et par écrit auprès de représentants des forces de sécurité sri-lankaises, au niveau national et au niveau des districts, pour appeler leur attention sur la présence continue d'enfants dans les bureaux politiques du TMVP et sur les bases militaires de la faction Karuna, ainsi que sur le fait que des enfants armés ont été vus dans de nombreuses localités du district de Batticaloa. Le 11 juin 2006, une pétition a été déposée par 40 familles auprès de la Commission présidentielle et de la Cour suprême au sujet de l'enlèvement de membres de leurs familles, dont 25 enfants à Batticaloa. Le 19 octobre 2006, une autre plainte a été déposée au nom de ces familles auprès de la Commission sri-lankaise des droits de l'homme. Au moment de la rédaction du présent rapport, aucune enquête ni suivi sérieux n'avait été entrepris par la police ou la Commission sri-lankaise des droits de l'homme en vue de localiser les enfants recrutés par le TMVP/faction Karuna et d'en assurer la libération. En revanche, les familles ayant porté plainte ont de plus en plus fait l'objet de mesures d'intimidation. Si cela ne dénote pas, à proprement parler, un manque de suivi de la part de certains fonctionnaires, cela met néanmoins en évidence la nécessité de systématiser le suivi et les enquêtes dans un souci d'efficacité, tout en assurant la protection des plaignants et des témoins contre les représailles de quelque partie que ce soit dans le but d'améliorer la protection des enfants et de rétablir la primauté du droit.

57. On ne dispose à ce jour d'aucun indice attestant que des mesures auraient été prises par les forces de police ou de sécurité pour assurer la libération des enfants enlevés, recrutés ou utilisés par le TMVP/faction Karuna, bien que ces forces soient parfaitement au courant de la situation. Il est urgent que le Gouvernement sri-lankais exerce sa responsabilité première, qui est de protéger ses citoyens, prenne des mesures énergiques pour obtenir la libération de tous les enfants enlevés par le TMVP/faction Karuna qui sont détenus dans des zones qu'il contrôle, et veille à ce que ces enfants retournent dans leurs familles. De nombreuses familles ont rendu visite à leurs enfants sur les bases militaires de la faction Karuna, notamment dans les camps de Theevuchenai, Welinkanda, Karupalai, Muthukkal et dans la zone de

Sewanapittiya du district de Polonnaruwa, et il leur a fallu pour cela passer par des points de contrôle militaires. Il a été rapporté que de nombreuses familles auraient informé l'armée et la police sri-lankaise qu'elles allaient voir leurs enfants sur les bases militaires de la faction Karuna. En outre, quelques bureaux politiques du TMVP sont situés dans le voisinage immédiat des points de contrôle de la police et de l'armée sri-lankaise, comme c'est notamment le cas dans la ville de Batticaloa et à Morakaddanchenai.

58. Suite aux allégations selon lesquelles certains éléments des forces de sécurité gouvernementales apporteraient leur appui au recrutement forcé d'enfants par le TMVP/faction Karuna, le Gouvernement sri-lankais a créé, le 27 août 2007, une commission d'enquête interdisciplinaire. S'il y a lieu de se féliciter de cette mesure, il est urgent que le Gouvernement sri-lankais enquête sur lesdites allégations et prenne des mesures énergiques pour prévenir les graves violations actuellement commises à l'encontre d'enfants, notamment les enlèvements et les recrutements auxquels se livre la faction Karuna, en particulier dans les zones tenues par le Gouvernement.

59. D'autres mesures sont également requises de la part du Gouvernement sri-lankais pour remédier à la situation des enfants qui se sont rendus aux forces gouvernementales en leur demandant une protection particulière. Le 12 septembre 2006, une nouvelle réglementation d'urgence a été promulguée par le Président qui a nommé le Ministre de la justice « Commissaire à la réadaptation » chargé de superviser les « centres de protection et de réadaptation » de ceux qui se sont rendus, y compris certains enfants séparés des groupes armés, où ceux-ci participeraient à un programme de réadaptation et de formation professionnelle avant d'être libérés. Par la suite, plus de 200 personnes, dont des enfants qui avaient demandé une protection particulière et qui s'étaient volontairement rendus aux forces de sécurité sri-lankaises, étaient détenus dans les prisons de Jaffna, Kandy et Pallekee et, au moment de la rédaction du présent rapport, 34 enfants y demeuraient, partageant les mêmes cellules que les adultes. Il importe au plus haut point que des dispositions précises soient prises à l'intention des enfants qui quittent les groupes armés, afin de garantir leur retour dans leurs familles et leurs communautés dans des conditions de sécurité.

60. En l'absence de procédure clairement établie, le sort réservé aux enfants anciennement recrutés dont la garde est confiée aux forces de sécurité sri-lankaises reste préoccupant. Nombre de garçons et de filles qui avaient été enrôlés par les Tigres tamouls ont reçu la visite d'équipes spéciales sri-lankaises qui les ont soumis à des contrôles très stricts, certains enfants étant tenus de se présenter quotidiennement dans les camps desdites équipes spéciales. À Batticaloa, cela fut particulièrement évident pendant la période de déplacement comprise entre février et juin 2007 et après le retour des personnes déplacées vers le sud et l'ouest du district de Batticaloa où les équipes spéciales sri-lankaises contrôlent encore la situation. L'UNICEF a reçu des informations corroborant ces faits de la part de familles qui se gardent bien toutefois de les signaler aux autorités par peur de représailles. L'UNICEF est intervenu par écrit à ce sujet auprès des forces de sécurité. Il est important que le Gouvernement sri-lankais élabore d'urgence, avec l'appui de l'UNICEF et d'autres organismes de protection de l'enfance, des directives pour préserver l'intérêt supérieur des enfants libérés en vue de leur réinsertion dans la communauté.

## V. Recommandations

61. Toutes les parties concernées sont invitées à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les recommandations figurant dans mon premier rapport sur les enfants et le conflit armé à Sri Lanka (S/2006/1006) ainsi que les conclusions formulées ultérieurement par le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés (S/AC.51/2007/9).

62. Même si de légers progrès ont été accomplis sur la question de la libération des enfants associés aux Tigres tamouls et au TMVP/faction Karuna, que j'appelais de mes vœux dans mon précédent rapport, les deux parties n'ont pas mis fin aux enlèvements, au recrutement et à l'utilisation d'enfants, ni libéré tous les enfants associés à leurs forces, ni appliqué des procédures transparentes de libération et de vérification, permettant notamment à l'équipe spéciale de surveillance et d'information des Nations Unies concernant Sri Lanka d'accéder sans restriction aucune à tous les sites militaires sous leur contrôle et de mettre au point avec l'équipe de pays des Nations Unies des plans d'action qui répondent aux normes internationales, afin qu'il soit justifié d'envisager des mesures ciblées pour le cas où les parties en question persisteraient à ne pas s'y conformer au cours de la prochaine période à l'examen.

63. Il convient de se féliciter de la création par le Gouvernement sri-lankais d'une commission d'enquête chargée d'examiner les allégations faisant état de l'enlèvement et du recrutement d'enfants aux fins de leur utilisation dans le conflit armé, et de répondre aux accusations concernant la fourniture d'une aide et d'un encouragement pour les enlèvements d'enfants pratiqués par le TMVP et la faction de Karuna en vue de leur utilisation comme enfants soldats par certains éléments des forces armées sri-lankaises. Le Gouvernement sri-lankais est instamment prié de prendre des mesures énergiques propres à prévenir l'enlèvement et le recrutement d'enfants par des groupes armés et à assurer la libération immédiate des enfants associés à tout groupe armé opérant dans les zones dont il a le contrôle.

64. Toutes les parties sont invitées à autoriser sans délai, sans restriction aucune et en toute sécurité, l'accès des agents humanitaires concernés à toutes les zones dont elles ont le contrôle.

65. Toutes les parties sont instamment priées de ne pas mener d'attaques aveugles et de ne pas diriger leurs attaques contre des civils ou des biens civils, et notamment mais pas exclusivement contre les écoles et les hôpitaux.

66. Le Gouvernement sri-lankais est encouragé à renforcer la capacité des autorités de police de mener promptement des investigations sur les crimes perpétrés à l'encontre d'enfants, à veiller à ce que justice soit faite selon des procédures régulières et à adopter des procédures adaptées aux enfants.

67. L'équipe de pays des Nations Unies réaffirme sa volonté d'aider immédiatement le Gouvernement sri-lankais à mettre rapidement au point un programme de libération et de réinsertion des enfants qui ont quitté les rangs des groupes armés et qui se trouvent sous la garde du Gouvernement et leur transfert immédiat hors des prisons et centres de détention, où ils sont actuellement détenus, souvent avec des adultes, en violation des obligations légales applicables.

---